

L'antériorité territoriale d'un groupe national lui conférerait automatiquement un droit de regard dans la gestion et l'organisation de ce territoire. Dans tous les cas cités, et particulièrement dans les ex-républiques soviétiques, les revendications écologiques jouent un grand rôle dans ce « nouveau » national autour de la notion de territoire. En Ukraine par exemple, la catastrophe de Tchernobyl a constitué un des moteurs essentiels du combat pour l'indépendance en 1989-1991. Un des slogans du RuKh était justement la « décolonisation du territoire ukrainien souillé par l'impérialisme techno-industriel soviétique⁵⁵ ». Face au caractère aléatoire des notions de « culture commune », « communauté historique », voire de « langue commune », le territoire semble fournir un critère aussi tangible qu'indiscutable de l'identité distincte d'un groupe et, en même temps, lui conférer un certain nombre de droits presque « naturels », en particulier dans l'aménagement et la protection de l'environnement. Or, ce droit territorial a été le point de départ de la construction de la notion de souveraineté dans les ex-républiques fédérées de l'URSS.

Le droit territorial invoqué en 1988-1992 par les républiques fédérées est en réalité un produit dérivé de l'indigénisation des élites politiques (nous reviendrons bientôt sur ce point). Les élites nationales se sont engouffrées dans le vide de pouvoir au sommet. Dans un contexte marqué par la redistribution complète des droits de propriété sur les biens et les ressources entre le public et le privé, mais également entre le centre et la périphérie, les élites (politiques et administratives) issues de l'indigénisation revendiquent fortement le droit de propriété de la république sur les ressources sises sur son territoire. Elles s'appuient sur les revendications émises par les mouvements nationaux. Elles souhaitent surtout contrôler la redistribution des ressources et accroître leur pouvoir, prendre leur revanche sur Moscou, mais aussi sur les Russes, les « colonisateurs aux commandes de l'industrie », selon les termes mêmes de V. Tchornovil (RuKh). La lutte pour l'appropriation des ressources prend les habits d'un clivage national. Ce processus de réappropriation tous azimuts (du territoire, de l'identité, des ressources, du contrôle de l'industrie, etc.) sous-tend les accessions à l'indépendance des années 1990-91. Autrement dit, l'accession à l'indépendance est fortement sous-tendue par des stratégies individuelles et de groupes visant à leur promotion : la vision libérale d'un nationalisme issu de la prise de conscience quelque peu abstraite de citoyens parvenant à un consensus national (et ce faisant démocratique) est grandement oblitérée dans ce cas⁵⁶... L'indigénisation des élites, politique, conduite par le haut dans un but impérial, a mené à l'éclatement de cet État soviétique faussement fédéral. Personne ne le regrettera, du moins parmi ceux qui ont connu de près l'URSS. Néanmoins, les interrogations demeurent grandes en ce qui concerne le caractère démocratique du processus de « dé-fédéralisation ». D'autant plus que, comme nous venons de le souligner, les

55. T. KUZIO et A. WILSON, *Ukraine: Perestroïka to Independence*, Basingstoke, Macmillan Press, 1994.

56. Telle qu'elle ressort de travaux récents, tels ceux de D. SCHNAPPER, *La communauté des citoyens*, Paris, Éd. La Digitale, 1995.